



Commission économique du CSE central de FTV

Comptes 2023 de France Télévisions

Compte-rendu de la réunion du 18 mars 2024

Présents pour la commission : Bruno DEMANGE, Guilhem FRAISSINET, Pascal LEFEBVRE, Jean-Hervé GUILCHER (rapporteur), Pierre MOUCHEL et Sophie PIGNAL.

Pour la direction : Priscille DUCOMET, directrice financière et Eric FRESSIGNAUD, directeur du contrôle de gestion.

Invitées : Françoise BRUNA-ROSSO et Bérénice FERRIER, expertes de Secafi.

Les comptes 2023 de France Télévisions confirment la tendance de la dernière reprévision budgétaire de l'automne, qui prévoyait un retard de la pub de 15,3 M€ par rapport au budget et des charges en hausse, d'une part à cause de l'inflation qui avait été sous-estimée, d'autre part à cause de surcoûts sur le programme national et le sport.

Le résultat d'exploitation était prévu en déficit de 16 M€ et le résultat net, négatif de 13,5 M€.

Dans la réalité, le retard publicitaire est un peu moindre, à hauteur de -11,4 M€ mais la taxe sur les salaires est 8 M€ au-dessus de ce qui avait été budgété, ce qui fait que les recettes nettes disponibles sont inférieures de 16 M€ par rapport au budget. Elles représentent 2,491 Md€.

Malgré cela, les comptes affichent finalement un résultat d'exploitation positif de 3,7 M€ et de 13,6 M€ pour le résultat net.

Ce petit miracle résulte en fait de l'effet mécanique d'un changement du mode d'amortissement des fictions. La direction le justifie par l'évolution des habitudes de consommation des programmes. Traditionnellement, on amortissait 80% du coût du programme sur la 1^{ère} diffusion, qui faisait l'essentiel de l'audience, et 20% sur la deuxième. Les études montrent que désormais l'audience des programmes est plus lissée et le différentiel entre la 1^{ère} diffusion et les suivantes est moins important. Ce constat autorise à mettre en place un amortissement plus progressif : seulement 66% sur la 1^{ère} diffusion et 34% sur la deuxième, ce qu'ont déjà fait les grandes chaînes privées. La réflexion pourrait d'ailleurs être menée pour d'autres types de programmes que la fiction.

Cette baisse de l'amortissement sur la 1^{ère} diffusion génère mécaniquement une économie de 24 M€ sur l'exercice 2023. En revanche, cela entrainera un surcoût d'amortissement estimé à 5 M€ sur la deuxième diffusion mais ce sera sur un exercice ultérieur.

Sans la modification du mode d'amortissement des fictions, le résultat d'exploitation aurait été en perte de 20 M€ et le résultat net déficitaire de 10 M€.

Une hausse des concours publics en trompe-l'œil

Au 1^{er} abord, les concours publics sont en hausse de 50 M€ par rapport à 2022, mais la suppression de la redevance et son remplacement par une fraction de TVA a eu des conséquences fiscales très lourdes. Nous sommes désormais assujettis à une taxe sur les salaires qui a représenté une charge de 30,6 M€ en 2023, en dépassement de 8 M€ par rapport à l'estimation du budget, car la variation de congés n'avait pas été prise en compte.

En définitive, l'augmentation des concours publics est de moins de 20 M€, largement insuffisante pour couvrir l'inflation estimée entre 60 et 80 M€ dont 40 M€ sur la masse salariale.

Les concours publics se sont élevés au total à 2,430 Md€.

La fin du miracle publicitaire

Là où, les années précédentes, l'entreprise a bénéficié de recettes supplémentaires bienvenues sur la publicité, le retournement du marché a changé la donne. Il est en baisse de 3,1% en France et de 3,3% à France Télévisions. La baisse globale de 11,4 M€ est due à l'effondrement de la pub diffuseur (-16,1 M€), atténuée par une progression de près de 5 M€ de la publicité numérique.

Le mauvais résultat de la pub diffuseur est accentué par la dépendance de France Télévisions au parrainage, du fait de l'interdiction d'écrans de publicité classique après 20h sur les antennes nationales. A France Télévisions, le parrainage pèse pour un tiers dans le chiffre d'affaires publicitaire, quand il représente seulement un quart chez nos concurrents.

Or, selon la direction, en période de crise, les annonceurs préfèrent concentrer leurs investissements sur les écrans qui mettent en avant leurs produits et poussent à la consommation. A l'inverse, le parrainage est plus utilisé par les annonceurs pour entretenir leur image.

Au total, les recettes publicitaires représentent environ 380 M€ dont 36 M€ de recettes numériques.

Un coût de grille qui se tient malgré l'inflation

Le coût de grille est en dépassement de 4,5 M€ par rapport au budget. Il atteint 2,09 Md€.

L'info nationale a coûté 270 M€, en léger dépassement de 900 000 €. Les postes vacants ont engendré une économie d'ETP qui a compensé les surcoûts liés à la couverture de l'actualité en Ukraine et au Proche-Orient, et à l'inflation sur les frais de mission.

Le sport national représente un coût de 205,6 M€, en dépassement de 4 M€ car plusieurs achats de droits n'avaient pas été prévus au budget, notamment ceux de la Coupe du monde féminine et de la Ligue des nations féminine de foot.

Le programme national est en économie d'environ 5 M€, il représente un coût de 898 M€. Ce chiffre intègre l'économie de 24 M€ sur les amortissements des fictions, mais il masque des dépassements liés à des opérations qui n'avaient pas été prévues au budget, en particulier l'Eurovision Junior, la visite du pape à Marseille ou des fictions inédites.

Le programme régional représente un coût de 418 M€, il est en économie de 3,7 M€. D'un côté il y a eu d'importantes économies sur les achats hors programmes, grâce à une renégociation des contrats d'énergie, à la baisse de la consommation liée à l'abaissement des températures de chauffage, des retards d'investissements, notamment immobiliers, qui ont entraîné des reports d'amortissements, une économie sur la Fabrique, du fait de la sous-consommation du droit de tirage sur la post-production et la vidéo-mobile. Dans le même temps, il y a eu des dépassements sur les frais de mission, accentués par le fort recours aux non-permanents et une hausse du cash sur les programmes.

Le coût de grille des Outre-mer 1^{ère} est en dépassement de 7 M€ et représente un coût de 214 M€. Il s'agit d'un effet lié à la masse salariale, malgré la baisse des ETP. La direction l'explique par l'effet prix de la mesure générale sur les salaires, qui est renforcée par l'indexation. Il y a également une augmentation des frais de mission.

Le coût de la direction du numérique atteint 81,7 M€ en dépassement de 1,7 M€, malgré des économies liées à des reports de projets (migration de l'URL franceinfo ou projet Tanuki).

Les coûts supports en économie

L'augmentation du coût de grille est compensée par les économies sur les coûts supports. **Au total le coût des antennes est conforme au budget et atteint 2,419 M€.**

Le support antennes et programmes, c'est-à-dire globalement la direction des antennes et programmes, est en économie de 4 M€ du fait de postes vacants, d'un nombre important de longues maladies et du retard du projet Sherlock (1 M€ d'économie environ). **Au total le coût du support antennes et programmes atteint près de 197 M€.**

Le support technique et informatique partagé intègre la direction des technologies et les moyens internes de fabrication. **Cette activité représente un coût de 66 M€, en économie d'environ 1 M€.** Les dépassements sur les coûts de maintenance des outils sont compensés par les postes vacants et les décalages de projets (Sherlock), ou les économies à la Fabrique du fait d'un grand nombre de postes vacants. Elle représente à elle seule 2,3 M€ d'économies.

Une fois n'est pas coutume, après des années d'économies continues, **les coûts techniques de diffusion sont en très léger dépassement (200 000 €),** du fait du passage de France 2 en

UHD, compensé par ailleurs par des économies sur la diffusion en Outre-mer. **Les coûts de diffusion représentent au total un peu plus de 68 M€.**

Les autres dépenses sont en économie

Exceptionnellement **la subvention de France 2 Cinéma a été augmentée de 3,5 M€** pour faire face à des difficultés de trésorerie.

Les variations de provisions sont en augmentation de 4,3 M€ et représentent près de 34 M€. C'est lié à un risque sur les sociétés d'auteurs, qui veulent augmenter leurs taux. La direction a également provisionné à hauteur de 2 M€ le risque lié à la décision de justice concernant la rétroactivité sur les arrêts-maladie.

Les dépenses supports, formation et frais généraux représentent un coût de près de 91 M€. Ils sont en économie d'environ 9 M€. En cause un nombre important de postes vacants au sein des fonctions supports, les économies sur l'énergie, les retards de projets immobiliers.

En parallèle, **les coûts de transformation sont eux aussi en économie d'1,2 M€**, du fait de formations qui n'ont pas eu lieu en 2023. Ils atteignent 3,2 M€.

Les autres résultats bénéficient d'éléments exceptionnels

Le résultat des autres activités est supérieur de 18,4 M€ au budget et atteint plus de 80 M€. C'est lié à des reprises de provisions sur les travaux des sites parisiens. Par ailleurs les résultats de France Télévisions Distribution sont très bons, supérieurs de 7,5 M€ par rapport au budget, en particulier grâce aux jeux et à la distribution des droits. Son chiffre d'affaires atteint 58 M€.

Le résultat du producteur s'élève à seulement 1 M€, en retrait de 1,5 M€ par rapport au budget. Il y a l'effet des filiales de cinéma, en particulier de France 2 Cinéma qui a vu sortir un grand nombre de films, ce qui a entraîné un niveau élevé d'amortissements. Il y a aussi un résultat de France.tv Studio inférieur aux prévisions, malgré la progression du chiffre d'affaires sur l'activité production de fictions. C'est lié au rachat de la société de dessins animés Dwarf, dont le résultat a baissé de 2 M€, ce qui a plombé le résultat de la filiale de production de FTV.

Le résultat est amélioré par un **résultat exceptionnel de plus de 10 M€**. Il s'agit pour 6 M€ d'une reprise de provision suite à la disparition d'un risque sur les délais de règlement fournisseurs et pour 4 M€ de la reprise de provision de la quote-part de Salto.

Effectifs : la durée de comblement des postes génère une économie sur les ETP

Les effectifs sont à un niveau plus bas de 75 ETP que prévu au budget. Ils s'établissent à 8 825 ETP. C'est l'effet des grèves et des postes vacants suite à la fin de la RCC. Les comblements se sont faits plutôt en fin d'année, les ETP ne comptent donc pas en année pleine. Du fait des postes vacants et du lancement de projets comme les éditions Ici ou Openmédia, l'emploi non permanent a augmenté : le taux de précarité atteint 14,6 %.

La trésorerie se dégrade

La variation de trésorerie est négative de près de 18 M€. La trésorerie de clôture est inférieure de 27 M€ par rapport au budget, ce qui veut dire que l'année 2024 s'est ouverte avec un niveau de trésorerie de 105 M€ quand l'année 2023 avait commencé à 122 M€.

La capacité d'autofinancement a pâti de l'impact de la liquidation de Salto qui n'avait pas été budgété et qui a engendré une sortie de cash de l'ordre de 8 M€. Elle est cependant supérieure au niveau de 2022.

L'augmentation des stocks de programmes a aussi eu un effet négatif sur la trésorerie : plus on stocke, plus on utilise de la trésorerie. L'objectif à l'avenir est justement d'avoir une meilleure corrélation entre les niveaux d'investissements dans la création et le passage en coût de grille. Actuellement on investit 440 M€ chaque année, mais on ne diffuse que pour 420 M€.

2024 sera difficile, côté trésorerie, en particulier avec le gel budgétaire de 13 M€ décidé par Bercy. Cela va obliger l'entreprise à augmenter ses lignes de crédit court terme auprès de ses 4 banques, elle a aussi fait une demande de crédit moyen terme auprès de l'Agence France Trésor.

Pour la commission,
Jean-Hervé Guilcher
24 avril 2024